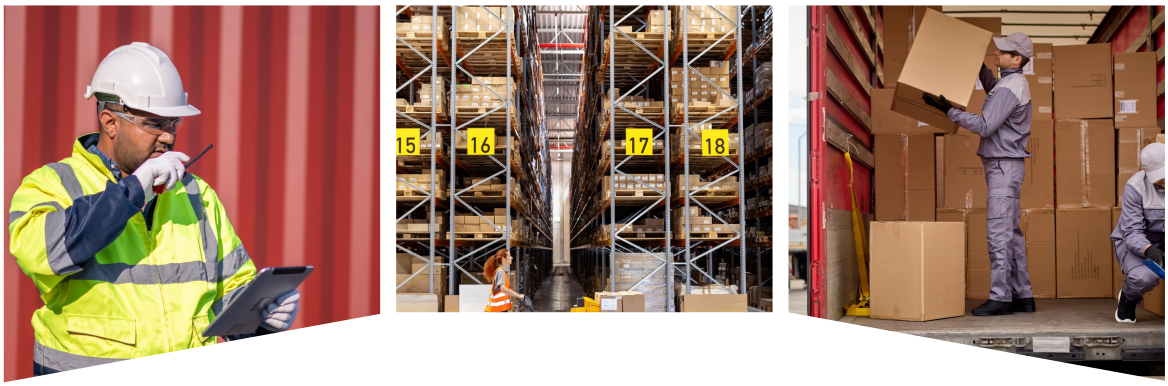


Accès aux marchés internationaux

Accord de libre-échange avec la Malaisie: ***éviter un débat erroné sur l'huile de palme***

20.11.2026

D'un coup d'oeil

- Les opposants à l'accord de libre-échange avec la Malaisie se focalisent sur la question de l'huile de palme, alors que celle-ci joue un rôle marginal
- L'accord de libre-échange améliore l'accès au marché pour 99,9% des exportations industrielles actuelles
- Pour l'économie suisse, il est primordial de diversifier ses relations commerciales

En février 2027, les électeurs suisses se prononceront sur l'accord de libre-échange entre les États membres de l'AELE et la Malaisie. Une alliance regroupant des ONG, le PS et les Verts a lancé un référendum contre cet accord; outre des conséquences supposément négatives sur l'environnement, le droit du travail et les droits de l'homme, leur principal angle d'attaque est l'huile de palme. Les projecteurs sont ainsi braqués sur un aspect particulier, tandis que les nombreux autres éléments et avantages de l'accord sont relégués au second plan. Sur le plan économique, l'huile de palme ne représente qu'une petite partie de l'accord global conclu avec la sixième économie d'Asie du Sud-Est. La question de la durabilité mériterait un examen objectif, à la place d'un débat dogmatique. Or quiconque examine les faits et analyse attentivement les dispositions de l'accord relatives à la durabilité ne peut que soutenir l'accord. Justement parce que l'accord donne à la Suisse de bien meilleures possibilités.

Les exportations d'huile de palme sont clairement limitées

En 2025, les échanges bilatéraux de marchandises entre la Suisse et la Malaisie ont atteint quelque 1,4 milliard de francs. La Suisse a principalement exporté vers la Malaisie des produits chimiques et pharmaceutiques, des machines, de l'électronique et des montres; quant aux importations en provenance de Malaisie, ce sont les machines et les articles électroniques qui prédominent. L'huile de palme figure parmi les principaux produits d'exportation de la Malaisie, raison pour laquelle l'accord prévoit également des concessions dans ce domaine. La Suisse n'ouvre cependant pas entièrement son marché: elle accorde des contingents tarifaires limités, qui correspondent à ceux accordés à l'Indonésie. Un coup d'œil aux statistiques sur l'huile de palme et aux expériences faites avec l'Indonésie est d'ailleurs très révélateur: les importations d'huile de palme sont globalement en baisse. Alors qu'en 2019, la Suisse importait encore 7007 tonnes d'huile de palme depuis la Malaisie (22 981 t au total), ce chiffre n'était plus que de 2142 tonnes en 2025 (8501 t au total).

Éviter un débat erroné et parler de diversification

Au vu de ce qui précède, le débat actuel est trompeur. Il fait la part belle à une petite partie des échanges commerciaux (moins de 1% du total) et passe sous silence les vrais enjeux de l'accord avec la Malaisie. En effet, l'accord de libre-échange améliore l'accès au marché pour 99,9% des produits industriels exportés actuellement. De plus, il améliore les conditions-cadre applicables aux biens, aux services, aux investissements, à la propriété intellectuelle et aux marchés publics. Cela profite non seulement aux secteurs tournés vers l'exportation, mais également à l'économie dans son ensemble.

La Suisse doit se diversifier

L'économie mondiale reste instable et fragmentée, les tensions géopolitiques s'intensifient et les conflits commerciaux compliquent l'accès aux marchés internationaux. Pour une petite économie tournée vers l'exportation, comme celle de la Suisse, il devient de plus en plus important de diversifier ses relations économiques. L'Asie du Sud-Est fait partie des régions les plus dynamiques du monde sur le plan économique. Dans la région de l'ASEAN, la Malaisie est le quatrième partenaire commercial de la Suisse et offre un potentiel supplémentaire aux entreprises suisses.

La Suisse doit se diversifier et non se focaliser sur un plus petit nombre de partenaires. L'accord de libre-échange avec la Malaisie constitue un élément supplémentaire d'une politique économique extérieure largement soutenue et axée sur le long terme. Ceux qui réduisent les échanges bilatéraux avec ce partenaire à la seule question de l'huile de palme méconnaissent son importance stratégique.



Monica Rubiolo
Responsable du département Économie extérieure, membre de la direction élargie



Fabia Rancan
Collaboratrice de projets Économie extérieure



Arnaud Midez
Responsable de projets Économie extérieure

© economiesuisse | www.economiesuisse.ch